



invivo

SOFIPROTEOL
Avril

 **UNIGRAINS**

COMMUNIQUE

Etude « Résilience Agricole » : vers une agriculture française souveraine, rentable et durable à horizon 2050

4 acteurs économiques majeurs du monde agricole français se mobilisent pour dessiner les trajectoires d'une agriculture économiquement résiliente face aux défis du changement climatique

Assurer cette résilience implique d'accélérer le déploiement à grande échelle de leviers adaptés aux exploitations, aux productions et aux territoires

Paris, le 11 décembre 2025 – Le Crédit Agricole, Invivo, Sofiprotéol et Unigrains, 4 acteurs économiques majeurs du monde agricole français réunis en un consortium inédit, dévoilent les conclusions d'une étude menée conjointement sur la résilience de l'agriculture française à l'horizon 2050. Leurs travaux montrent que, malgré de nombreux défis importants, des trajectoires d'adaptation sont possibles. L'étude « Résilience Agricole » confirme que la rentabilité des exploitations peut non seulement être préservée, mais également améliorée, à condition que les actions engagées face aux défis du changement climatique soient ambitieuses et appliquées de manière systématique. Elle souligne, par ailleurs, le caractère urgent du sujet alors que le coût de l'inaction sera bien plus cher que celui de l'action.

L'agriculture française : une source de création de valeur majeure

Le secteur agricole et agroalimentaire représente 3,8% du PIB national avec près de 100 milliards d'euros de valeur ajoutée, et contribue à 5% de l'emploi en France. Au-delà des chiffres, l'agriculture française s'illustre avant tout par ses agriculteurs et agricultrices qui entreprennent, innoveront et s'adapteront aux changements afin de nourrir la France et de préserver ses territoires.

Dans cette dynamique, le consortium propose une approche unique issue de son expertise combinée du monde agricole : pour la première fois, l'adaptation de l'agriculture française est analysée à l'échelle des exploitations sous un double prisme économique et agronomique. Ce regard novateur permet d'identifier et d'évaluer les leviers concrets à la disposition des agriculteurs et des filières pour relever les défis à venir.

Pas de solution unique mais une palette de leviers complémentaires et éprouvés

Si cette étude confirme, sans surprise, l'impact économique négatif du changement climatique sur les exploitations agricoles françaises, elle apporte également un message d'optimisme : la mise en œuvre de leviers de résilience, déjà connus ou présents au niveau des exploitations permet non seulement d'en compenser les effets, mais aussi, dans certains cas, d'améliorer voire d'accroître le résultat à l'hectare. Ainsi, une vingtaine de ces leviers et solutions, issus d'essais en champs et d'entretiens avec des experts, ont été analysés, évalués et priorisés.

Il s'agit par exemple de :

Leviers agronomiques :

- Modification des assolements : introduction de cultures adaptées et à forte valeur ajoutée comme, par exemple, le chanvre ou les légumineuses, modification et allongement des rotations...
- Nouvelles pratiques culturales : adoption de certaines pratiques de l'agriculture régénératrice pour améliorer la santé des sols et réduire la dépendance aux intrants



Leviers technologiques :

- Amélioration génétique des variétés et des espèces, solutions de biocontrôle
- Agriculture de précision, robotisation, pour optimiser les intrants et les rendements...

Leviers économiques et organisationnels :

- Réintroduction de modèles polyculture-élevage, pour diversifier les revenus et renforcer la résilience.
- Développement des cultures intermédiaires à vocation énergétique pour créer de nouvelles sources de valeur.

Ces leviers, souvent, ne sont pas nouveaux : ils sont réalistes, opérationnels et déjà mis en œuvre dans un certain nombre d'exploitations. Pour un déploiement à grande échelle, ils nécessiteront toutefois un accompagnement global des agriculteurs sur la conduite du changement et une adaptation des filières.

Un investissement nécessaire, accessible et rentable

Sur le périmètre étudié, qui représente environ 50% de la SAU française (superficie agricole utilisée), l'investissement requis pour la transition de la Ferme France est estimé entre 16 milliards €, pour maintenir la rentabilité actuelle des exploitations, et 29 milliards € pour déployer l'ensemble des leviers retenus ; ce qui conduirait alors dans la plupart des cas à une croissance des revenus à l'hectare des exploitations.

A l'échelle de l'exploitation, cela correspondrait en moyenne à un montant compris de 1 100 et 2 000 €/hectare sur la période 2025-2050, avec un retour sur investissement de 10 à 11 ans pour un investissement de 16 milliards

Le déploiement technique et le financement de ces leviers nécessiteront l'implication de plusieurs parties prenantes, au-delà de l'exploitant agricole. C'est donc un soutien collectif qui permettra le passage à l'échelle et l'industrialisation des leviers déjà éprouvés, sans quoi les efforts resteront insuffisants, car ...

L'inaction coûtera plus cher que l'action

L'étude démontre clairement l'urgence de ces investissements. L'agriculture est déjà impactée par les aléas climatiques, les enjeux de biodiversité et les contraintes règlementaires qui vont s'intensifier dans les prochaines années.

Sans action, 90% des productions agricoles et 80% des territoires seront fragilisés, entraînant une destruction de valeur pouvant aller de 4 à 7 milliards d'euros par an, soit 30 à 50 % de perte de rentabilité pour les exploitations étudiées dans le périmètre.

Un effort collectif, concerté et urgent

Le consortium souhaite mettre les résultats de cette étude à la disposition de l'ensemble des acteurs du secteur. Elle constitue une contribution concrète à la prise de conscience collective et appelle à une mobilisation de tous les acteurs de la chaîne de valeur – du secteur de la recherche, à l'agriculteur, jusqu'au consommateur – ainsi que de son écosystème – financeurs, assureurs, pouvoirs publics... pour activer les leviers agronomiques, technologiques, économiques et organisationnels porteurs d'une trajectoire gagnante pour les exploitations agricoles françaises face aux enjeux du changement climatique.

A l'horizon 2050, la France peut conjuguer souveraineté alimentaire, performance économique et adaptation au changement climatique de son agriculture. C'est un enjeu de filières et de société : préserver l'agriculture française, c'est préserver notre alimentation, nos territoires et nos emplois.



invivo

SOFIPROTEOL
Avril

 **UNIGRAINS**

Déclaration des Sponsors de l'Etude « Résilience Agricole »

Jean-Pierre Touzet, Directeur du pôle Agri-Agro, Garantie et Capital développement de Crédit Agricole S.A. « Depuis 140 ans, le Crédit Agricole est le principal partenaire bancaire du monde agricole français, accompagnant chacune de ses grandes transitions. Cette étude, sur la résilience de l'agriculture, met en lumière les enjeux financiers liés à cette transformation pour les exploitations. Conscients de ces défis, nous concevons/développons des solutions innovantes de financement et de garantie pour soutenir les agriculteurs et favoriser le renouvellement des générations. Nous lancerons début 2026 un fonds de développement en agriculture, une initiative inédite pour accompagner durablement les projets d'installation, de modernisation et de croissance des exploitations françaises. Plus que jamais, le Crédit Agricole reste engagé aux côtés des agriculteurs pour bâtir ensemble une agriculture résiliente, durable et performante. »

Olivier Clyti, Directeur Stratégie, RSE et Digital chez InVivo : « Si l'étude confirme sans surprise l'impact économique négatif du changement climatique sur les exploitations agricoles françaises, elle apporte un message d'optimisme : la mise en œuvre de leviers de résilience, déjà connus ou présents au niveau des exploitations permet non seulement d'en compenser les effets, mais aussi, dans certains cas, d'accroître le résultat à l'hectare. Chez InVivo nous souhaitons mettre les résultats cette étude à la disposition de l'ensemble des acteurs du secteur. Elle constitue une contribution concrète à la prise de conscience collective et appelle à une mobilisation de tous les acteurs de la chaîne de valeur - de la recherche à l'agriculteur, jusqu'au consommateur – ainsi que de son écosystème – financeurs, assureurs, ainsi que les pouvoirs publics. »

Xavier Dorchies, Directeur général délégué, Sofiprotéol : « Pour Sofiprotéol et Avril, acteurs financier et industriel de la filière française des huiles et protéines végétales, cette étude complète et enrichit nos travaux prospectifs autour de la filière oléoprotéagineuse. Elle confirme l'importance des actions engagées et soutenues depuis plusieurs années, comme l'adoption de nouvelles pratiques agricoles et de cultures - notamment les légumineuses-, qui renforcent la résilience et allient performance écologique et économique pour les agriculteurs. L'enjeu est désormais de mobiliser l'ensemble des acteurs pour déployer ces leviers à grande échelle. Cette étude guidera également nos futurs investissements financiers et industriels, car la transition agricole nécessite un effort collectif dont les bénéfices seront partagés : protéger la rentabilité des exploitations françaises, c'est reconquérir notre souveraineté alimentaire. »

Maxime Vandoni, Directeur Général Délégué d'Unigrains : « La publication de cette étude intervient à un moment où le monde agricole français fait face à une situation inédite et grave ; nous sommes préoccupés et lucides quant aux enjeux majeurs du court terme – la compétitivité, le prix, la volonté politique... – qui seront déterminants pour l'avenir. Néanmoins, il reste essentiel de projeter la ferme France à l'horizon d'une génération. C'est tout l'objet de ce travail prospectif dont les conclusions encourageantes reposent sur l'engagement des agriculteurs, la puissance des leviers d'action et la mobilisation à grande échelle de l'écosystème agricole. Une industrie agroalimentaire française performante – celle qu'Unigrains a pour mission de soutenir – oblige une agriculture résiliente, souveraine et durable. Nous nous inscrivons dans cette trajectoire 2050 avec l'ambition d'accompagner et de faire rayonner l'agriculture et l'agroalimentaire français, deux fleurons de notre patrimoine. »

Méthodologie :

Une étude rigoureuse et originale fondée sur une démarche holistique et scientifique

L'étude repose sur l'analyse de 11 exploitations types situées au sein de 9 territoires couvrant 52% de la surface agricole utile française, soit environ 14 millions d'hectares. Elle s'appuie sur des données économiques et agronomiques de référence avec une approche centrée sur les exploitations et des rotations de cultures représentatives de la Ferme France.



invivo

SOFIPROTEOL
Avril

 **UNIGRAINS**

A propos du groupe Crédit Agricole

Le groupe Crédit Agricole est le premier financeur de l'économie française et l'un des tout premiers acteurs bancaires en Europe. Leader de la banque de proximité en Europe, le Groupe est également premier gestionnaire d'actifs européen, premier bancassureur en Europe et troisième acteur européen en financement de projets.

Fort de ses fondements coopératifs et mutualistes, de ses 157 000 collaborateurs et 27 423 administrateurs de Caisses locales et régionales, le groupe Crédit Agricole est une banque responsable et utile, au service de 54 millions de clients et 12,1 millions de sociétaires.

Grâce à son modèle de banque universelle de proximité – l'association étroite entre ses banques de proximité et les métiers qui leur sont liés –, le groupe Crédit Agricole accompagne ses clients dans leurs projets en France et dans le monde : banque au quotidien, crédits immobiliers et à la consommation, épargne, assurances, gestion d'actifs, immobilier, crédit-bail, affacturage, banque de financement et d'investissement.

Au service de l'économie, le Crédit Agricole se distingue également par sa politique de responsabilité sociale d'entreprise dynamique et innovante. Elle repose sur une démarche pragmatique qui irrigue tout le Groupe et met chaque collaborateur en action.

Contacts presse :

- Olivier Tassain (Crédit Agricole S.A.) : olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
- Mathilde Durand (Crédit Agricole S.A.) : mathilde.durand@credit-agricole-sa.fr
- Bénédicte Gouvert (FNCA) : benedicte.gouvert@ca-fnca.fr

A propos d'InVivo

Le groupe InVivo est l'un des premiers groupes européens agricoles avec un CA de 11,4 milliards d'euros, dont plus de la moitié réalisée en France, et un effectif de 15 000 salariés, dont 10 000 en France. Implanté dans 38 pays, il regroupe 90 sites industriels, dont 54 en France. Ce pilier de la souveraineté alimentaire intervient sur toute la chaîne de valeur, de la fourche à la fourchette, en étant leader sur chacune de ses quatre grandes activités stratégiques : Négoce international de grains ; Agriculture ; Agroalimentaire (Malt, Pôle blé, Vin) ; Jardinerie et distribution alimentaire. Un pôle global transverse de solutions innovantes et digitales complète le dispositif pour accélérer la transformation de ces activités, vers la 3ème révolution agricole.

Pour en savoir plus : invivo-group.com – @InVivoGroup

Contact Presse :

- Charlotte de Lattre : cdelettre@invivo-group.com
- Constance Boudet du Mochet : cboudetdumochet@invivo-group.com

A propos de Sofiprotéol

Créée en 1983 à l'initiative du monde agricole, Sofiprotéol, société de financement et de développement d'Avril, s'engage auprès des entreprises des secteurs agricoles et agroalimentaire. Au service des transitions alimentaires et environnementales, Sofiprotéol, partenaire durable, accompagne sur le long terme les entreprises de la filière afin notamment de consolider leurs fonds propres lors d'opérations de développement ou d'investissements visant à accroître leur compétitivité. Du crédit aux fonds propres, les solutions de financement proposées par Sofiprotéol sont fondées sur une approche industrielle et entrepreneuriale, et accompagnent le développement et l'innovation à tous les stades des filières : de l'amont des productions agricoles (semences, biosolutions, nutrition, etc.) à l'aval (secteur agroalimentaire et restauration) en passant par les organismes collecteurs et les ingrédients de spécialité. Pour en savoir plus : www.sofiproteol.com

Contact Presse :

- Béatrice Germain : beatrice.germain@avril.com

A propos d'Unigrains

Unigrains, société d'investissement spécialiste de l'agroalimentaire et de l'agro-industrie, accompagne depuis plus de 60 ans les entreprises en mettant à disposition de leurs dirigeants des solutions financières sur mesure, en fonds propres et quasi-fonds propres, ainsi que son expertise sectorielle reconnue. Unigrains gère aujourd'hui plus d'un milliard d'euros, et est partenaire de 80 entreprises, intervenant à différents stades de leur développement, notamment lors de réorganisation du capital, d'investissements stratégiques et d'opérations de croissance externe. Pour plus d'information : www.unigrains.fr

Contact Presse :

- Ari Levine : alevine@unigrains.fr

Pour une agriculture française souveraine, rentable et durable à horizon 2050

Dans les 25 ans à venir, il existe une trajectoire de résilience pour le monde agricole français. Malgré les nombreux défis, la rentabilité actuelle des exploitations peut être préservée voire améliorée si des actions ambitieuses et systématiques sont engagées dès à présent.

C'est la vision que permet d'établir un effort inédit de modélisation porté par 4 acteurs majeurs au cœur des filières agricoles nationales et représentant divers maillons de la chaîne de valeur.



La Ferme France : une source de création de valeur majeure...



Sources : INSEE, Agreste, France AgriMer

... aujourd'hui soumis à un faisceau de contraintes croissantes

Pour la 1^{ère} fois depuis 1978 la balance agricole française serait déficitaire en 2025

-5 000 à -10 000 fermes par an, faute de repreneurs

+25 % des coûts de production en 5 ans

-4 % de rendement des céréales en raison des aléas climatiques sur 10 ans

Sources : INSEE, Agreste



Pilier
de l'aménagement et du développement des territoires



Garant
de souveraineté et de sécurité alimentaire



Catalyseur
de progrès technique



Contributeur
aux avancées environnementales

... avec de nouveaux facteurs de tensions à venir



Accélération des effets du changement climatique



Tensions géopolitiques



Réduction de l'efficacité et de la disponibilité des intrants, augmentation des coûts



Evolutions réglementaires

Pas une solution unique mais une palette de leviers pour maintenir la performance de notre modèle agricole

4 catégories de leviers priorisés

	Diversification des assolements <ul style="list-style-type: none">Modification et allongement des rotations de culturesAjout de légumineuses récoltéesExtension du couvert interculture		Leviers technologiques <ul style="list-style-type: none">Agriculture de précisionAmélioration génétique (<i>déjà engagé en grandes cultures</i>)Solutions de biocontrôle
	Nouvelles pratiques culturelles, dont agriculture régénératrice <ul style="list-style-type: none">Ajustement des dates et densité de semisTravail du sol réduit		Leviers économiques et organisationnels <ul style="list-style-type: none">Photovoltaïque sur les bâtimentsCultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE) en intercultureAjout d'un atelier volaille (poules pondeuses)Réintroduction de modèles de polyculture-élevage

Combinés et déployés de manière systématique, ces leviers garantissent la résilience de la Ferme France à l'horizon 2050 et sont finançables sur 15-20 ans

100 %

des modèles d'exploitation étudiés verront leur rentabilité maintenue ou améliorée

Jusqu'à +20%

de marges supplémentaires atteignables selon les types de productions

Entre 16 à 29 Mds €

d'investissement requis pour la transition de la Ferme France à 2050 sur le périmètre étudié (14Mha)

Soit 1 100 à 2 000 € / ha

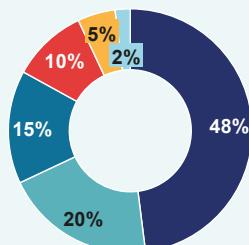
d'investissements en moyenne sur 15-20 ans nécessaires, selon le niveau d'ambition fixé

Un retour sur investissement de **10-11 ans** pour un investissement moyen de 1 100 €/ha

Un exemple en chiffres :

L'exploitation type de production de pomme de terre du Nord de la France peut atteindre **92 000 € d'EBE supplémentaires** :

2025 → 2050
150 ha → 170 ha



Leviers mis en place, en pourcentage

- Nouvelles pratiques culturelles
- Agriculture de précision
- CIVE
- Optimisation de la rotation
- Diversification de l'assèlement
- Photovoltaïque

Il faut investir sur 15 ans **1 800 € / ha** pour un surplus final de 540 € / ha par an.

L'inaction coûtera plus cher que l'action

À horizon 2050, des risques physiques tangibles liés aux conditions climatiques...



Augmentation des vagues de chaleurs extrêmes (7 à 14 jours / an supplémentaire à plus de 30°C), notamment dans les régions Sud



Distribution annuelle modifiée dans un contexte de baisse globale des précipitations de 2 % à 5 % selon les régions

... qui mettraient la Ferme France sous tension si des actions ambitieuses n'étaient pas engagées

4 Mds €/an
de perte de rentabilité en année moyenne



90 %



des principales **productions agricoles** perdent en rendement et rentabilité

7 Mds €/an
en année extrême



80 %



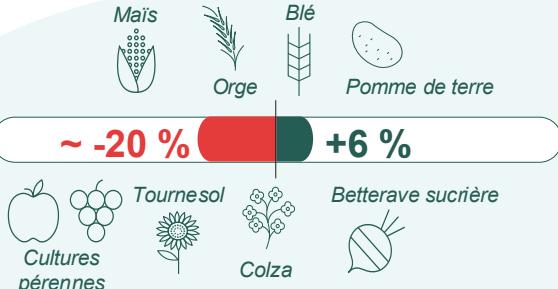
des **territoires français** sont négativement impactés

Périmètre de l'étude : 11 archétypes d'exploitations principalement *Grandes Cultures et Bovins* représentant 52% de la surface agricole utile SAU (~14 MHa).

Perte de rentabilité (EBE) liée à la perte de rendement des productions et au coût de la transition

Certaines zones et certaines productions seront plus vulnérables que d'autres

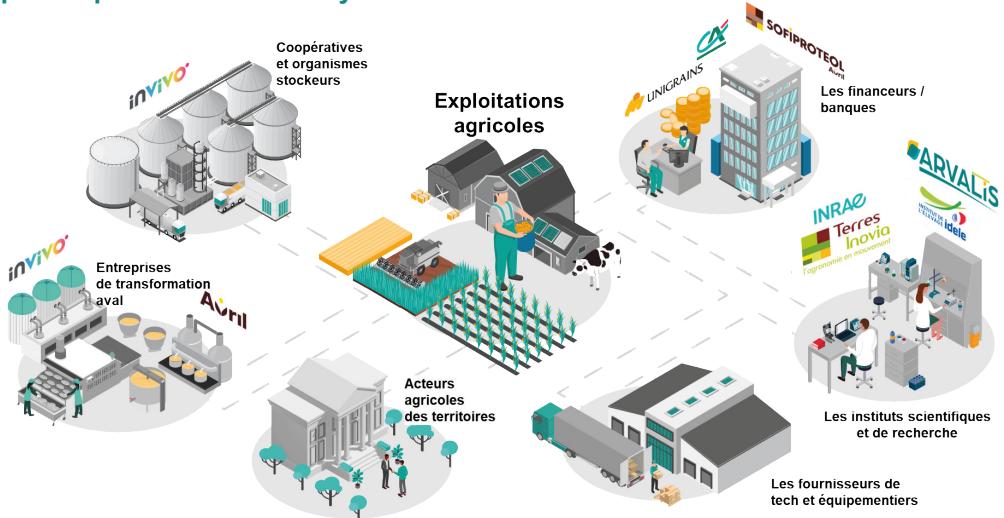
Évolution du rendement en année moyenne à horizon 2050
(non-exhaustif)



Régions les plus touchées
Régions moyenement impactées
Régions relativement épargnées

L'heure est à la mobilisation collective

Pour engager au plus vite la Ferme France sur cette trajectoire de résilience et garantir une agriculture française, souveraine, rentable et durable, toutes les parties prenantes de l'écosystème...



... doivent coopérer et aligner leurs efforts pour assurer le déploiement des solutions à grande échelle



Plan d'actions par territoire, avec lancement urgent pour les régions les plus à risque



Stratégie d'irrigation et plan d'infrastructures associé, avec une coordination entre les maillons du territoire (niveau national, régional, départemental, communal)



Plan d'actions par filière, en coordonnant les approches :

- de développement de **nouvelles filières**
- de **sauvetage** pour les filières les plus à risque



Accompagnement de la consolidation et reprise des exploitations



Plan d'accompagnement au changement. Montée en compétences agricoles, évolution du modèle d'accompagnement des agriculteurs et du modèle de services, répartition de la charge du risque au-delà des agriculteurs



Mobilisation et renforcement de la recherche agronomique, génétique et technologique pour accélérer le développement et l'industrialisation des solutions innovantes nécessaires à la transition, en vue des changements attendus d'ici 2050, qui risquent d'accélérer d'ici 2100